
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée nationale.*

N^o. XLVI.

Du Samedi 8 Août 1789.

Séance du Mercredi 5.

MONSIEUR d'Antraigues a fait le rapport d'une affaire relative à la ville d'Elbeuf. L'assemblée a arrêté d'écrire au comité permanent de cette ville. Le même rapporteur a lu deux projets d'arrêté relatifs à la liberté de la circulation des subsistances nécessaires à la capitale. Le premier arrêté a été adopté par l'assemblée.

Un des membres s'étant plaint de ce que plusieurs étrangers s'étant mêlés parmi les députés, nuisoient à la forme des délibérations prises par assis & levé, M. le président a renouvelé des défenses à ce sujet. Montesquieu rapporte qu'à Athènes un étranger qui se mêloit dans l'assemblée du peuple, étoit puni de mort, parce qu'un tel homme usurpoit le droit de la souveraineté. La législation françoise paroît plus douce que celle des Athéniens.

On a annoncé que M. le comte d'Escars & M. l'abbé de Panat avoient donné leur démission, & que la noblesse d'Alençon avoit envoyé des pouvoirs généraux.

Tome II.

F

M. Fréteau a fait ensuite la lecture du procès-verbal de la séance de la nuit précédente, & M. le comte de Montmorenci à lu a l'assemblée l'arrêté qui avoit été rédigé par le comité.

Après quoi M. le président a communiqué une lettre que les trois nouveaux ministres écrivoient à l'assemblée nationale.

Séance d'hier 6 Août.

Une foule d'adresses, de lettres & d'adhésions ont passé sous les yeux de l'assemblée : les principales étoient celles de Tours, Paris, Calais, la Charité, Beauvais, Arles, Port-Louis, Agde, Lodève, Carcassonne, Narbonne, Grenoble & l'Orient.

M. le président a observé qu'il falloit soumettre, tour-à-tour, les uns après les autres, à l'assemblée la rédaction des articles de l'arrêté de la nuit du 4 août ; on en a fait une seconde lecture.

Voici cet arrêté, dont la forme des dispositions changera peut-être après la discussion.

L'assemblée nationale considérant

1°. Que, dans un état libre, les propriétés doivent être aussi libres que les personnes ;

2°. Que la force de l'empire ne peut résulter que de la réunion parfaite de toutes les parties & de l'égalité des droits & des charges ;

3°. Que tous les membres privilégiés & les représentans des provinces & des villes se sont empressés, comme à l'envi, de faire, au nom de leurs commettans, entre les mains de la nation, la renonciation solennelle à leurs droits particuliers & à tous leurs privilèges ;

Arrête & décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les mains-mortes, mortes-tailles, coryées, droits de feu,

guet & garde , & toutes autres servitudes féodales , pures personnelles , sous quelque dénomination que ce soit , même les redevances & prestations pécuniaires , établies en remplacement d'aucun de ces droits , sont abolis à jamais , sans aucune indemnité.

A R T. I I.

Les droits de bannalité , quelsqu'ils soient , & tous droits seigneuriaux , tels que les cens , rentes , redevances , droits de mutations , champarts , terrages , droits de minage , mesurage , & autres , sous quelque dénomination que ce soit , sont rachetables , à la volonté des redevables , au prix qui sera fixé , soit de gré à gré , soit selon les proportions qui seront réglées par l'assemblée nationale.

A R T. I I I.

Le droit exclusif de colombiers est aboli à jamais.

Les fuyes & colombiers sont supprimés.

A R T. I V.

Le droit exclusif de la chasse & de la pêche est pareillement aboli , & tout propriétaire est autorisé à pêcher & faire pêcher dans les rivières ou ruisseaux qui coulent le long de sa terre , à détruite & faire détruire , seulement sur son héritage , toute espèce de gibier.

A R T. V.

Le droit de garenne est également aboli.

A R T. V I.

Les justices seigneuriales sont supprimées sans aucune indemnité ; & néanmoins les officiers de ces justices continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'assemblée aux moyens de rapprocher la justice royale des justiciables.

A R T. V I I.

Les dîmes en nature , ecclésiastiques , laïques & inféodées ,

pourront être converties en redevances pécuniaires , & rachetables , à la volonté des redevables , selon la proportion qui sera réglée , soit de gré à gré , soit par la loi , sauf leur emploi à faire par les décimateurs , s'il y a lieu.

A R T. V I I I.

Toutes les rentes foncières , soit en nature , soit en argent , de quelque espèce qu'elles soient , seront rachetables.

A R T. I X.

Il sera pourvu incessamment à l'établissement de la justice gratuite , & à la suppression de la vénalité des offices de judicature.

A R T. X.

Les droits des casuels des curés des campagnes sont supprimés. Il sera pourvu à l'augmentation des portions congrues & à la dotation des vicaires ; & il sera fait un règlement pour fixer le sort des curés des villes.

A R T. X I.

Tous privilèges pécuniaires , personnels ou réels , en matière de subside , sont abolis à jamais. La perception se fera sur tous les citoyens & sur tous les biens , de la même manière & dans la même forme ; & il va être avisé aux moyens d'effectuer le payement proportionnel de toutes les contributions , même pour les six derniers mois d'imposition de l'année courante.

A R T. X I I.

Une constitution nationale & la liberté publique étant plus avantageuse aux provinces que les privilèges dont quelques-unes jouissoient , & dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties de l'Empire , il est déclaré que tous les privilèges particuliers des provinces , des principautés , des villes , corps & communautés , soit pécuniaires , soit de

toute autre nature , sont abolis sans retour , & demeureront confondus dans le droit commun de tous les François.

A R T. XIII.

Tous les citoyens , sans distinction de naissance , pourront être admis à tous les emplois & dignités ecclésiastiques , civils & militaires.

A R T. XIV.

Les annates & les déports sont supprimés.

A R T. XV.

La pluralité des bénéfices & des pensions ecclésiastiques n'aura plus lieu pour l'avenir.

A R T. XVI.

Sur le compte qui sera rendu à l'assemblée nationale de l'état des pensions & des graces , elle s'occupera , de concert avec le Roi , de la suppression de celles qui n'auroient pas été méritées , & de la réduction de celles qui feroient excessives , sauf à déterminer la somme dont le Roi pourra disposer pour cet objet.

A R T. XVII.

L'assemblée nationale décrète , qu'en mémoire des grandes délibérations qui viennent d'être prises pour le bonheur de la France , une médaille sera frappée , & qu'il sera chanté un *Te Deum* en actions de graces , dans toutes les paroisses & églises du royaume.

A R T. XVIII.

L'assemblée nationale proclame solennellement le Roi Louis XVI, le *Restaurateur de la Liberté Française*.

A R T. XIX & dernier.

L'assemblée nationale se rendra en corps auprès du Roi , pour présenter à sa majesté l'arrêté qu'elle vient de prendre , pour lui porter l'hommage de sa respectueuse reconnoissance ,

& la féliciter du bonheur qu'elle a de commander à une nation si généreuse. Sa Majesté sera suppliée de permettre que le *Te Deum* soit chanté dans sa chapelle , & d'y assister elle-même.

Parmi le grand nombre d'orateurs qui sont entrés dans la lice pour la discussion des articles de cet arrêté , un curé a dit qu'il concevoit très-bien que la sanction royale n'étoit pas nécessaire pour l'abandon que les villes & les provinces faisoient de leurs privilèges, mais que le roi de France , fondateur d'un grand nombre d'églises , devoit intervenir dans ceux qui regardoient le clergé.

Les loix établies par un Charlemagne , a-t-il ajouté , par ses successeurs , par les états-généraux , par les enregistremens des cours souveraines , ne peuvent être regardées comme le fruit de la violence & de l'oppression. Nos pères ont affecté nos biens pour l'indigence & pour le culte ; renvoyez dans les ramifications le suc nourricier , mais n'en tarissez pas la source.

L'ordre du clergé ne peut ni ne doit consentir à la suppression de la dîme , sans la sanction royale.

« La noblesse & les communes sont ceux qui ont fait des sacrifices , disoit M. Buzol ; le clergé ne sauroit en faire , puisque ses biens appartiennent à la nation. La question est de savoir si les articles ont été décrétés , & si le comité de rédaction les a bien rédigés ; il faut s'en tenir à cette seule discussion. »

Un autre membre ayant observé que toute motion devoit être mise en délibération pendant trois jours , M. le duc de Liancourt a dit , que toutes les villes , toutes les corporations ont voulu faire un acte de patriotisme , & que rien ne devoit l'arrêter.

M. le prince de Poix a appuyé cet avis.

M. le duc de Mortemart a observé que , si l'on devoit s'arrêter au règlement , la discussion avoit été faite pendant trois jours , le 4 , le 5 & le 6.

M. Goutte, curé d'Argilliers, a dit, au nom de plusieurs curés, qu'ils entroient tous dans les vues de bienfaisance qui pouvoient améliorer le sort des habitans des campagnes, dont ils étoient les pères; & M. l'évêque de Nîmes a dit que les évêques de France qui avoient de plus grands sacrifices à faire, avoient l'honneur de les offrir à l'assemblée.

M. Massieu, curé de Sergi, a encore pris la parole, pour dire qu'on leur feroit un grand tort de les confondre tous avec celui qui avoit paru si éloigné des sentimens de patriotisme dont ils étoient tous animés. « Nous ferons tous contents, a ajouté un autre curé, quand les peuples seront satisfaits; & fussions nous réduits à la misère, nous bénirons tous les jours le moment où nous avons pu faire les plus grands sacrifices.

M. de Sinetti s'est écrié, que jamais l'assemblée n'avoit pris une délibération aussi solennelle que celle de la nuit du 4 août, & qu'il falloit s'empressez de faire jouir les peuples des fruits de l'honneur & de la générosité française.

On a fait lecture de l'arrêté, tel qu'il étoit sorti du comité de rédaction. MM. Target, de Tracy, de Macay, un député de Franche-Comté, Populus, Fissou-Jobert, Rouffillon, l'évêque de Langres, Bonnet, Lanjuinais, de Foucaud, de Richier, Fréteau, l'évêque d'Autun, Bouche, Boéri, & Mounier ont débattu, sous différens rapports, les deux premiers articles de l'arrêté, qui concernoient les droits féodaux réels & personnels; enfin M. Dupart a proposé un projet d'arrêté qui, rectifié dans quelques dispositions, a été soumis à la délibération de l'assemblée, par *assis & levé*. La majorité des suffrages, presque unanime, a adopté l'arrêté suivant.

« L'assemblée nationale détruit entièrement le régime féodal, & déclare que dans les droits & devoirs, tant féodaux que censuels, ceux qui tiennent à la main-morte réelle ou personnelle, & à la servitude personnelle, & ceux qui les

représentent, sont abolis sans indemnité, & tous les autres déclarés rachetables, & le prix & le mode du rachat seront fixés par l'assemblée nationale; ordonne que ceux desdits droits qui ne sont pas supprimés par le décret ci-dessus, continueront néanmoins à être perçus jusqu'au remboursement. »

Il est des seigneurs qui n'ont pas attendu la promulgation de l'arrêté, pour le mettre à exécution.

M. Cotin, député des communes de Bretagne, possédant plusieurs fiefs & seigneuries, a annoncé qu'il venoit d'écrire à ses habitans le décret généreux pris par l'assemblée, auquel il s'empressoit d'adhérer; & qu'en conséquence il avoit fait cesser les fonctions des officiers de sa justice, & ordonné une fête générale & un repas pour tous les habitans.

Hier au soir, séance à sept heures, pour sanctionner les autres articles de l'arrêté du 4 août, après avoir discuté la rédaction.

A V I S.

On souscrit à Paris, chez C U S S A C, Libraire, N^{os}. 7 & 8, au Palais-Royal, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 sous pour la province, franc de port dans tout le royaume.

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la poste de laisser passer dans la province le journal intitulé, *Point du jour*, à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'imprimeur. A Paris, ce 27 juillet 1789. Signés PITRA, BOURRÉE DE CORBERON, LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

De l'Imprimerie de BALLARD, Imprimeur du Roi,
rue des Mathurins.